

L'événement

Forces et faiblesses électorales de Le Pen

DÉCRYPTAGE La sociologie de ceux qui votent pour le FN change. Mais cet électorat reste très fragmenté

Les résultats de la vaste enquête Ifop-Fiducial pour le JDD et Sud Radio confirment l'institutionnalisation du Front national. S'il obéit à des logiques et motivations spécifiques, notamment, au-delà du refus viscéral de l'immigration et de l'Union européenne, la nostalgie d'un âge d'or hexagonal perdu, le vote frontiste s'installe de plus en plus comme un vote d'adhésion (+ 27 points depuis 1997).

En dépit de son installation depuis plus de trente ans dans le champ politique et quinze ans après le 21 avril 2002, le vote frontiste demeure très fragmenté avec, selon les catégories de population, des lignes de force mais aussi des zones de faiblesse importantes. En aucun cas, on ne peut l'assimiler à un vote homogène ou « attrape-tout », comme l'a été par le passé le vote socialiste ou de droite. Voici quelques éléments de sociologie du vote FN que dévoile notre enquête.

Des fidèles : hommes, ouvriers, peu diplômés...

En effet, la dynamique en faveur du Front national visible à tous les scrutins depuis 2012 se nourrit principalement de niveaux élevés et même d'un carton plein au sein des catégories bien identifiées voire quasi immuables : la population masculine (33 % des hommes déclarent avoir déjà voté pour le FN), les jeunes âgés de moins de 35 ans (31 %), les ouvriers (40 %) et les personnes peu diplômées (diplôme inférieur au baccalauréat : 38 %). Géographiquement émergent les traditionnelles zones de force de la France du Nord-Est et du Sud-Est, théâtre des scores les plus élevés du vote frontiste au premier tour des dernières élections régionales (40 % dans les Hauts-de-France et en Paca).

Des nouveaux venus : femmes, travailleurs...

Pour autant, le succès du vote frontiste, visible dans l'actuelle campagne présidentielle à travers la qualification très probable de Marine Le Pen pour le second tour, n'est pas réductible à la mobilisation des pans de son électorat « jean-mariste ». L'examen de la structure sociodémographique des Français ayant voté au moins une fois pour le Front national révèle une percée dans deux segments de population.

- L'électorat féminin. S'agissant de la répartition hommes-femmes dans le vote frontiste, l'existence du « gender gap », à savoir la forte sous-représentation du FN dans l'électorat féminin, a fait place depuis l'accession de Marine Le Pen, qui se présente d'ailleurs dans son premier clip de campagne comme une femme et une mère de famille, à une structure nettement plus équilibrée : sur 100 électeurs du FN,

C'est dans la France active que la progression du vote frontiste s'est révélée la plus spectaculaire

48 % sont des femmes, alors que sur 100 électeurs n'ayant jamais voté pour cette formation politique, 54 % sont des femmes.

- La « France du travail ». Cette France active constitue une catégorie électorale essentielle pour tout aspirant à la magistrature suprême. Ralliée lors de la campagne présidentielle de 2007 au discours sarkozyste sur la valeur travail et sa reconnaissance, le « travailler plus pour gagner plus », cette France du travail s'est largement détournée du candidat de l'UMP avant de sanctionner à toutes les élections intermédiaires depuis 2012 le pouvoir socialiste. Or c'est dans cette France active que la progression du vote frontiste s'est révélée la plus spectaculaire.

En attestent, dans notre sondage, les scores supérieurs à la moyenne des Français ayant déjà voté pour le Front national parmi les 25-34 ans mais également les 50-64 ans (une génération exprimant un discours fortement anxiogène sur la fin de carrière, le passage activité-retraite et sa conséquence en matière de baisse du pouvoir d'achat), chez les salariés du secteur privé et dans les classes moyennes et populaires.

C'est donc parmi ces segments que la déception à l'égard du bilan des deux derniers quinquennats place potentiellement le vote Front national comme un vote d'alternative aux candidats issus des partis de gouvernement.

Des réticents : cadres, diplômés, personnes âgées...

L'enquête Ifop-Fiducial révèle néanmoins qu'en dépit de son enracinement dans ses catégories traditionnelles et de sa progression dans l'électorat féminin ou issu de la France active, le vote frontiste pâtit toujours de zones de faiblesse.

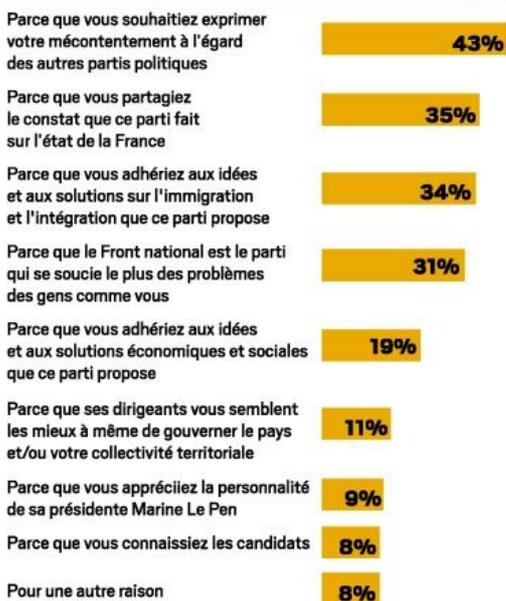
Celles-ci se concentrent principalement dans les segments qui dessinaient globalement les contours de « la France du oui » du 29 mai 2005 et que l'on retrouve toujours à l'œuvre aujourd'hui. Ainsi, observe-t-on que la part des électeurs frontistes demeure toujours inférieure voire très en deçà de sa moyenne globale parmi les segments à la fois les moins inquiets quant à la capacité de la France à s'insérer dans la mondialisation et les moins affectés par les effets de la crise : les cadres supérieurs et les professions libérales (11 points de moins que la moyenne), les personnes les plus diplômées (- 11 également) ainsi qu'à un degré moindre l'électorat âgé (- 6 points parmi les plus de 65 ans).

Plus sans doute que le front républicain, c'est la faiblesse du vote FN dans ces catégories quantitativement importantes, et par ailleurs moins abstentionnistes que la moyenne, qui constitue un frein à une victoire de Marine Le Pen au soir du 7 mai.

FREDERIC DABI, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT DE L'IFOP

LES RAISONS DU VOTE POUR LE FN

Question posée : pour quelles raisons avez-vous déjà voté pour des candidats ou des listes du Front national ?

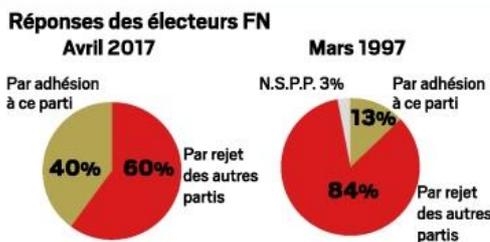


Total supérieur à 100% car plusieurs réponses possibles



ÉVOLUTION DE LA MOTIVATION DU VOTE FN

Question posée : lorsqu'il vous arrive de voter pour le Front national, est-ce plutôt...

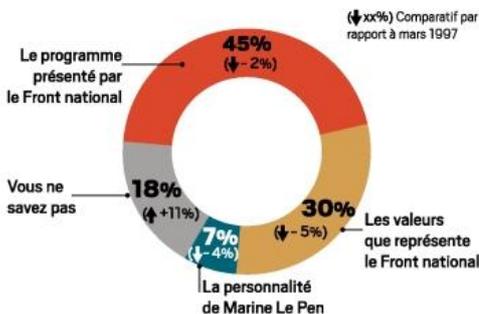


UN SONDAGE IFOP-FIDUCIAL POUR LE JDD ET SUD RADIO

> Notre sondage JDD-Sud Radio a été réalisé par l'institut Ifop et Fiducial.
> L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 966 personnes ayant déjà voté pour le Front national, extrait d'un échantillon de 3.200 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.
> La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
> Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 31 mars au 5 avril 2017.

L'ÉLÉMENT PRÉPONDERANT DU VOTE FN

Question posée : lorsqu'il vous arrive de voter pour le Front national, qu'est-ce qui compte le plus pour vous ?



L'événement

CE QUE LES ÉLECTEURS FN PENSENT DU FN

Question posée : diriez-vous que le Front national est...

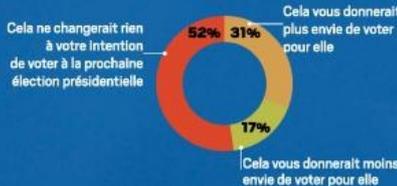


CE QUE LES ÉLECTEURS FN PENSENT DE MARINE LE PEN

Question posée : pour chacun des traits d'image suivants, diriez-vous qu'il s'applique mieux, moins bien ou autant à Marine Le Pen qu'aux autres responsables politiques ?



SI MARINE LE PEN RENONÇAIT À SORTIR DE L'EURO ET À REVENIR AU FRANC...



Marine Le Pen le 26 février à Nantes, lors d'un meeting de campagne. JONCHERAY/ANDIAFR

Assistants parlementaires : un document compromet la direction du FN

EXCLUSIF Un tableau prouve qu'un expert a établi une simulation pour optimiser l'emploi des cadres du FN au Parlement européen

C'est un petit tableau assez grossier qui pourrait coûter cher au Front national... et à sa présidente. Il a été établi après 2014 par Charles Van Houtte, citoyen belge, administrateur au Parlement européen pour le compte du FN depuis près de trois ans. L'homme travaillait précédemment dans un cabinet d'expertise comptable de la région de Liège. En 2012, il officiait déjà pour le parti mais en tant que prestataire de services. Selon les informations du JDD, ce document a été présenté à plusieurs témoins dans le cadre de l'instruction sur les soupçons d'emplois fictifs du FN au Parlement européen confiée en décembre 2016 aux juges du pôle financier Renaud Van Lyombeke et Claire Thépaut. L'enquête avait démarré en mars après un signalement de l'administration européenne à la justice française.

Avec le tableau Van Houtte, les soupçons sur la gestion de l'argent de l'Europe par le FN se renforcent. « On y voit les noms d'une vingtaine de députés, raconte l'une des personnes auditionnées. Pour chacun d'eux, il y a le niveau

de crédit consommé à l'instant T sur son indemnité mensuelle de quelque 23.000 euros alloués pour l'emploi de ses assistants et enfin le solde disponible pour financer d'autres salaires. En face, il y a l'identité des collaborateurs en poste et ceux en attente d'affectation distingués par des points d'interrogation. »

Cette simulation attesterait que le FN a jonglé avec les fonds publics européens destinés à payer ses assistants parlementaires en circonscription et même à Bruxelles pour rémunérer des cadres employés par le parti. Reste à savoir si, en dehors de leur fonction au FN, ces derniers ont effectué un travail réel pour « leur » eurodéputé...

Des petites combines ayant pris un tour industriel

Dans le cas contraire, la découverte de cette pièce serait particulièrement gênante pour Marine Le Pen car sa chef de cabinet, Catherine Griset, apparaît en copie des mails échangés sur le sujet entre le trésorier du parti, Wallerand de Saint-Just, et Charles Van Houtte. Au terme de deux perquisitions successives au siège du FN, les enquêteurs ont en effet mis la main sur le contenu des ordinateurs des protagonistes du dossier. Marcel Ceccaldi, l'avocat du Front national, s'était alarmé de la récupération d'informations sans rapport avec l'affaire, comme l'agenda politique de la candidate. Sollicité par le JDD, il se refuse désormais à tout commentaire sur le fond. « Ces révélations

successives et fantaisistes sont des coups tordus pour gêner la campagne de Marine Le Pen », répond-il.

Vendredi soir, l'AFP révélait que la justice avait également exhumé un courriel du 13 septembre 2012 adressé à Wallerand de Saint-Just ainsi qu'à une salariée du cabinet d'expertise - comptable de Nicolas Crochet à Paris, responsable de la gestion des salaires des assistants parlementaires européens. Le mail détaillait déjà des « vases communicants pour ne pas dépasser le budget de 21.260 euros de dotation mensuelle » par eurodéputé. À l'époque, le Front comptait trois élus à Bruxelles : Bruno Gollnisch, Jean-Marie et Marine Le Pen. Selon l'AFP, ce courriel mentionnerait le cas d'un CDI au nom de Yann Le Pen à imputer sur le compte de « BG [Bruno Gollnisch] à partir du 1/5/2012 ». La mère de Marion Maréchal-Le Pen était alors chargée des grands événements au FN. Son auteur précisait enfin « pas possible de la mettre sur autre contrat ». Si un système de détournement existe, il aurait été mis en place au cours de la législature précédente. En 2009, le FN n'avait envoyé que trois députés à Bruxelles contre 24 en 2014. Les petites combines auraient alors pris un tour industriel...

Il existe deux types d'assistant parlementaire à Bruxelles et Strasbourg : les accrédités (entre 1.500 et 2.000), payés directement par l'administration et dont le bureau est à Bruxelles ou à Strasbourg ; et les locaux, dont le nombre peut

dépasser les 4.000. Ce sont ces derniers qui sont dans le collimateur de la justice. Ces assistants sont payés par un mandataire financier choisi par le député qui perçoit les indemnités versées par Bruxelles, établit les fiches de salaire et règle les cotisations sociales. Le travail de ces collaborateurs locaux est très difficile à évaluer et à contrôler. C'est pourquoi les juges s'attachent à démontrer l'existence d'une organisation centralisée des assistants, un système orienté davantage sur les besoins du parti que sur le travail parlementaire. Charles Van Houtte avait, par exemple, obtenu une procuration de la presque totalité des députés pour gérer leurs indemnités

collaborateurs et entretenait, on l'a compris, une correspondance soutenue avec le trésorier du parti.

Une cinquantaine d'assistants suspectés par la police

Vendredi, les juges français désireux d'entendre Marine Le Pen et Marie-Christine Boutonnet ont demandé au Parlement européen la levée de leur immunité, celles-ci ayant refusé de se rendre à leurs convocations devant les législatives. Catherine Griset, une des plus proches collaboratrices de Marine Le Pen, et Charles Hourcade, assistant de l'eurodéputée Marie-Christine Boutonnet, ont déjà été mis en examen pour recel d'abus de confiance. Sans de solides explications, les deux députées encouraient au minimum une mise en examen pour abus de confiance, voire détournement de fonds publics et même escroquerie.

En attendant de pouvoir interroger la présidente du parti, la police auditionne de nombreux témoins. Elle a établi une liste d'une cinquantaine de noms d'assistants dont elle met en doute l'effectivité du travail parlementaire ou dont le niveau des rémunérations - jusqu'à 10.000 euros pour un cadre par ailleurs patron d'une fédération départementale - paraît surprenant quand on sait que le salaire des assistants accrédités au Parlement se situe plutôt entre 2.000 et 4.000 euros. ●



Catherine Griset, chef de cabinet de Marine Le Pen, recevait les mails sur la gestion des assistants parlementaires.

AURELIEN MORISSARD / IP3/MAXPPP

MARIE-CHRISTINE TABET @mc_tabet